



HAL
open science

Un printemps électoral en Andalousie

Pierre Cambot

► **To cite this version:**

| Pierre Cambot. Un printemps électoral en Andalousie. 2015, pp.5-7. hal-04128560

HAL Id: hal-04128560

<https://univ-pau.hal.science/hal-04128560v1>

Submitted on 14 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Andalousie a connu un printemps électoral assez mouvementé puisque se sont tenues non seulement les élections municipales mais aussi les élections autonomiques.

Si les premières sont intervenues à la date prévue, le 24 mai 2015, les secondes sont la conséquence d'une crise politique au sein de la coalition au pouvoir dans la communauté autonome d'Andalousie.

Bastion historique du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), l'Andalousie aurait pu basculer à droite à la suite des élections autonomiques de 2012. En effet, le Parti populaire arriva, pour la première fois, largement en tête des élections en obtenant 50 sièges sur les 109 possibles. Néanmoins, alors même qu'il n'était qu'à 5 sièges de la majorité absolue, le Parti populaire fut écarté du pouvoir par une coalition réunissant le PSOE et La Gauche Unie (*Izquierda Unida*) - Les Verts - Rassemblement pour l'Andalousie (*Convocatoria por Andalucía*). Située très à gauche de l'échiquier politique et rassemblant différentes formations dont le Parti communiste espagnol, la Gauche unie obtint 12 sièges en 2012 au parlement d'Andalousie et fit alliance avec le PSOE pour gouverner.

Cette coalition se fissura toutefois rapidement et après plusieurs mois d'hésitations, la Présidente d'Andalousie, Susana Díaz, arguant de la perte de confiance au sein de l'exécutif andalou, avança la date des élections autonomiques au 22 mars 2015.

Suivant en cela la tendance politique nationale, les élections autonomiques virent émerger deux nouvelles forces politiques alternatives : *Podemos* et Les Citoyens – Parti de la citoyenneté.

Le premier cité est directement issu du mouvement social des Indignés qui s'était notamment exprimé à travers l'occupation des grandes villes au printemps 2011. Ce mouvement fédérant des intentions hétérogènes s'était organisé autour du désarroi des jeunes face à la corruption politique, à l'austérité et à un bipartisme sclérosant. C'est pour exprimer sur le terrain politique ce mouvement social que *Podemos* fut créé en janvier 2014, Pablo Iglesias Turrión en étant le secrétaire général. Face au désenchantement des Espagnols à l'égard des deux partis historiques, *Podemos* a connu une ascension fulgurante au point d'être en tête de certains sondages d'opinion. Ces intentions de vote se sont concrétisées dans les urnes puisque ce mouvement a notamment soutenu les candidates ayant remporté les mairies de Barcelone (Ada Colau) ou Madrid (Manuela Carmena).

Quant au Parti de la citoyenneté, il est d'origine catalane et s'est initialement constitué en juin 2005 pour exprimer un point de vue alternatif et politique face à la pensée unique du nationalisme catalan. Il peut être considéré comme un parti de centre gauche pragmatique et libéral même si, comme le démontreront les alliances locales en Andalousie, il n'exclut pas de constituer des alliances avec le Parti populaire. Ce parti a, ensuite, dépassé les frontières de la Catalogne pour se convertir en parti national sur cette même base idéologique.

Plus généralement, 24 listes se présentèrent lors des élections autonomiques andalouses mais seules cinq d'entre elles obtinrent une représentation.

Alors même qu'ils ne disposaient jusque là d'aucun siège au parlement local, *Podemos* et le Parti de la citoyenneté firent une entrée très remarquée avec respectivement 15 sièges (14,84 % des voix) et 9 sièges (9,28 % des voix).

Le Parti socialiste redevient, à la faveur de ces élections, le premier parti en Andalousie et stabilise son érosion avec un nombre de sièges identique à 2012 (47) pour 35,43 % des votes.

Les grands perdants de ces élections furent, d'une part, le Parti populaire qui ne conserve plus que 33 sièges sur les 50 remportés en 2012 et ne recueille que 26,76 % des voix et, d'autre part, La Gauche unie qui perd sept sièges sur douze et n'obtient que 6,89 % des voix.

Si le Parti populaire est victime des choix politiques nationaux et vraisemblablement des scandales liés à la corruption de certains de ses dirigeants, La Gauche unie se voit débordée à Gauche par *Podemos* qui propose un discours beaucoup plus porteur d'espoirs pour une jeunesse s'éloignant des partis politiques traditionnels.

Au terme de ces élections, la stabilité du pouvoir politique andalou n'est toutefois pas plus garantie que sous la législature précédente car aucun parti n'a obtenu la majorité absolue.

Après avoir envisagé de gouverner seule et de rechercher des alliances ponctuelles, la socialiste Susana Díaz obtint finalement un accord de gouvernement auprès du Parti de la citoyenneté autour des thèmes de la lutte contre la corruption, la baisse des impôts et le soutien aux politiques sociales.

Pour ce qui concerne les élections municipales qui avaient vocation à la désignation de 9027 conseillers municipaux, les résultats furent plus nuancés pour l'ensemble des formations politiques.

Le Parti socialiste confirme sa primauté avec 34,32 % des voix pour 4081 conseillers élus tandis que le Parti populaire fait légèrement mieux qu'aux élections autonomiques en remportant 30,19 % des voix pour un total de 2681 conseillers élus.

Fait marquant, la gauche classique Gauche unie Les Verts – Rassemblement pour l'Andalousie redevient la troisième force politique andalouse avec 11,02 % pour 1064 conseillers élus. Les partis émergents, moins implantés localement, obtiennent des résultats peu probants avec 166 conseillers élus pour le Parti de la citoyenneté (5,36 % des voix) et 6 conseillers élus pour *Participa* soutenu par *Podemos* (0,88 %). Disposant, à l'inverse, d'un véritable ancrage local, le Parti andalouciste, se définissant comme un parti nationaliste andalou et bien qu'en perte vitesse de manière générale, conserve 319 conseillers (3,92 %).

Le Parti populaire à la tête historiquement des principales villes d'Andalousie arrive, toutefois mais souvent dans la douleur, à en demeurer la principale formation politique. Cette majorité relative ne lui a toutefois pas permis de conserver Cordoue (PSOE Isabel Ambrosio) ou encore Séville (PSOE Juan Espadas) où des coalitions de gauche réunissant parfois anciens et nouveaux partis se sont regroupés derrière le candidat socialiste. La ville de Huelva bascule à gauche après 20 ans de direction par le Parti populaire. Inversement, outre une victoire très étriquée à Jaén, le Parti populaire conserve Grenade (PP José Torres Hurtado) ou Malaga (PP Francisco de la Torre) grâce à une alliance avec le Parti de la citoyenneté qui confirme, par là, son pragmatisme et la difficulté à le situer précisément au regard du bipartisme traditionnel.

A n'en pas douter, les dernières élections andalouses confirment la tendance nationale redessinant le paysage politique autour de nouveaux acteurs et témoignant, tout à la fois, de l'affaiblissement du bipartisme et de l'émergence de nouvelles aspirations sociales et politiques.